

433Rp

LA PENSÉE DE SALAZAR

Devant la Nouvelle
Commission Exécutive
de l'Union Nationale

*DISCOURS PRONONCÉ PAR SON EXCELLENCE LE PROFESSEUR
OLIVEIRA SALAZAR, AU SIÈGE DE L'UNION NATIONALE, LE
6 DÉCEMBRE 1958.*

SECRETARIADO NACIONAL DA INFORMAÇÃO
L I S B O N N E • 1 9 5 8

1. 1049

INCORPORADO

433 Rp

LA PENSÉE DE SALAZAR



Devant la Nouvelle Commission Exécutive de l'Union Nationale

*DISCOURS PRONONCÉ PAR SON EXCELLENCE LE PROFESSEUR
OLIVEIRA SALAZAR, AU SIÈGE DE L'UNION NATIONALE, LE
6 DÉCEMBRE 1958*

SECRETARIADO NACIONAL DA INFORMAÇÃO
L I S B O N N E • 1 9 5 8



5407
F.M.S.

INCORPORAÇÃO

329

Dezant la Nouvelle
Commission Exécutive
de l'Union Nationale

REPORT ON THE PROGRESS OF THE
COMMISSION DURING THE YEAR 1920

UNION NATIONALE

1920

C'est avec quelque retard qu'a lieu cette petite cérémonie d'intronisation d'une nouvelle Commission Exécutive de l'*Union Nationale*, la Commission cessante ayant depuis longtemps déjà, demandé à être déchargée de sa tâche. Invitée à accomplir un service de quelques mois, elle a dû, finalement, présider à deux campagnes électorales que les circonstances ont rendu agitées et même difficiles, mais qui, en définitive, se sont terminées heureusement, en victoire totale.

Il n'est pas dans mon intention de faire aujourd'hui des déclarations importantes sur la vie politique et les problèmes du gouvernement — cela sera fait dans une autre occasion —, mais je ne puis moins faire que de dire quelques mots qui me semblent indispensables. Je voudrais d'abord remercier ceux qui quittent aujourd'hui la direction effective de l'Organisation, des services qu'ils ont rendus. Ils vont d'ailleurs demeurer à nos côtés, dans un esprit de dévouement et de parfaite loyauté, comme me l'a assuré leur ancien président, et comme nous nous y attendions. Je voudrais maintenant m'adresser aux membres de la nouvelle Commission, moins pour les complimenter que pour les remercier d'avoir accepté les sacrifices que comportent leurs fonctions. Je ne puis leur dire que les temps sont riants ou légères les charges qui vont peser sur leurs épaules. Les temps, au contraire, seront durs, au moins jusqu'à ce que nous ayons réussi à réveiller les endormis, à inciter les tièdes à l'action et à rallumer, partout, la foi.

Ce n'est ni la dernière campagne électorale, ni l'élection présidentielle qui nous ont convaincu de la persistance, ou de

la réapparition, d'un mal connu : nos dissensions politiques. C'est un mal ancien, sinon chronique, malheureusement. En face de cette situation, on peut adopter deux attitudes : la première consisterait à admettre la division, à l'accepter comme insurmontable, à l'élargir par le simple fait de la reconnaître, en lui concédant des droits, en la légalisant. Nous avons vécu ainsi durant de nombreuses années, laissant se perdre des hommes de valeur, susciter des haines, affaiblir les gouvernements jusqu'à l'impuissance, retirer tout prestige à la nation jusqu'à la laisser tomber dans le discrédit.

L'autre attitude consiste à ne pas attacher d'importance à des divergences occasionnelles, à mettre de côté les désaccords idéologiques (dans la mesure où ils n'ont pas de répercussion décisive sur la vie de la Communauté) et à essayer de faire collaborer le plus grand nombre possible de volontés et d'intelligences autour de ce que j'ai appelé le *dénominateur commun* de l'intérêt national. Parce qu'il m'a toujours semblé que lorsqu'on a derrière soi un héritage de huit siècles de vie indépendante et dure, d'idéaux vécus ensemble et de traditions morales communes, il devrait être possible de trouver, en admettant quelques exceptions, un sentiment de fidélité à une demi douzaine de principes et de lignes d'action indiscutables concernant l'avenir du pays et donc, de rencontrer un sentiment de fidélité au gouvernement de la Nation portugaise. J'ai jugé les divisions politiques artificielles pour la plupart, comme l'histoire de la démocratie, à chaque instant, le démontre. Le peuple, en tant que peuple, surtout s'il appartient à une vieille nation, tend à l'unité, sent presque instinctivement l'intérêt collectif et aspire à une seule chose : être bien gouverné et dirigé.

C'est en partant de cette idée, et sur cette base, que fut tentée la création d'un front national qui exigeait nécessairement la mise de côté des questions de régime, de certains préjugés ou particularismes politiques et le règlement de la question religieuse. Mais les passions qui ont été déchainées durant la dernière campagne électorale ont menacé, nous devons le recon-

naître, d'ouvrir des brèches dans ce front dont on a même vu se retirer quelques-uns de ceux qui, jusqu'ici, avaient toujours été avec nous.

On a vu des monarchistes — en petit nombre — vouloir rompre ce front; quelques catholiques se flatter de l'avoir rompu et avec tant de hardiesse que cela leur a valu les applaudissements, non seulement des libéraux avec lesquels ils fraternisaient dans leur commune prétention de ressusciter les partis, mais aussi les applaudissements des communistes, dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils se trouvent au pôle opposé des intérêts et des principes de l'Église. Je considère ce fait comme étant de la plus grande gravité, non en raison de la perte d'éléments qui, individuellement, se sont écartés du front national, mais pour le trouble jeté dans de nombreuses consciences tranquilles jusqu'alors sur la légitimité de leurs positions religieuses et politiques. Je ne m'occuperai pas, aujourd'hui du moins, de cette question. Elle entraîne de si graves implications par rapport au Concordat et même au sujet de l'avenir des relations entre l'Église et l'État, que j'ai cru devoir conserver, en public, le plus complet silence. Nous connaissons la doctrine de l'Église et ne doutons pas que les autorités compétentes la répéteront aussi souvent que nécessaire et en pénétreront fidèlement les organismes au sein desquels se sont vérifiées des déviations. Il me serait extrêmement pénible, à moi qui ai quelque peu contribué à la pacification religieuse, à la liberté de l'Église au Portugal et aux attentions déférentes dont elle a été entourée durant les trente dernières années, de devoir présenter des remontrances et, au nom d'un pouvoir également légitime dans sa sphère d'action, de devoir dire quelles sont les limites que, de toute manière, on fera respecter dans l'intérêt national.

Ces phénomènes et d'autres du même genre, peuvent traire seulement des déviations passagères d'origine passionnelle ou être liés au climat créé par les transformations que nous voyons s'opérer dans le monde politique, économique et social.

Ces mutations troublent et affolent la pauvre humanité par leur vertigineuse rapidité. Tout tend aujourd'hui à se poser en termes de révolution et même de révolution catastrophique et beaucoup de ceux qui aspirent à diriger la chose publique sont imbus de cet état d'esprit et sacrifient à cette déesse. C'est ainsi que peuvent se vérifier d'étranges solidarités, sinon de criminelles complicités.

Comment ceux pour qui l'homme est le centre et la clef de la Création et qui souhaitent, d'une manière ou d'une autre, le respect et la dignité de la personne humaine, peuvent-ils s'associer à ceux qui ne la reconnaissent ni ne la respectent, en raison même de leur conception révolutionnaire? Comment ceux pour qui une révolution politique ou sociale doit s'opérer dans le cadre national peuvent-ils concilier leur point de vue avec l'internationalisme des autres? Comment, enfin, ceux qui s'opposent à nous parce qu'ils jugent insuffisantes les libertés dont ils jouissent peuvent-ils s'associer à ceux qui, ouvertement, les nient toutes?

Ces contradictions ne peuvent être durables, c'est pourquoi la reconstitution et la consolidation d'un front national se révèle à la fois comme une imposition de la logique et une exigence de l'intérêt collectif. C'est à atteindre ce but que nous devons travailler.

Comment?

Ce n'est un secret pour personne que ni la Commission Centrale, ni la Commission Exécutive n'ont pu toujours donner l'impulsion et les directives nécessaires. Une création récente : *le Centre d'Études Politiques et Sociales*, a pu réaliser un effort de clarification et de recherches, au sommet, mais il n'a pas été en mesure de faire arriver à la périphérie les conclusions de ses travaux. Ces conclusions, d'ailleurs, n'auraient peut-être pas intéressé la grande masse des affiliés pour laquelle les problèmes concrets et les solutions envisagées par les gouvernants offrent, dans la pratique, un bien plus grand intérêt et une autre portée. Si la Commission Exécutive consacre tout le temps

nécessaire à la réorganisation des groupes ankylosés ou qui ont perdu la foi, à l'orientation politique de toutes les Commissions, au développement du Centre d'Études et, sur un autre plan, au besoin par la publication d'un petit bulletin, à la mise en lumière constante et actuelle des problèmes et des solutions, je crois qu'une sève nouvelle parcourra toutes les branches et que l'*Union Nationale* se présentera rapidement avec une vie nouvelle.

Ayant évité toute identification avec le comportement d'un parti politique, l'Union Nationale a souffert d'une infériorité visible et ne dispose même pas d'éléments d'action efficaces. Nous avons insisté pour que, dans le fonctionnement des services, dans l'attribution des postes, dans la concession et la distribution des charges, la politique n'intervienne pas, pour qu'on ne fasse pas de politique. Mais ceci exige une contre-partie : que ceux qui bénéficient de notre attitude ne fassent pas, eux, de politique contre le régime qui les favorise. Or, en réalité, ils en ont fait, on l'a vu, avec une insistance et même une désinvolture qu'on ne peut laisser de noter et de réprimer.

La conception qui conduit à ne pas accorder de faveurs personnelles ou de fonctions en vue de s'assurer des moyens d'influence n'a rien à voir avec l'obéissance due aux entités politiques qui est nécessaire, ni avec le travail qui doit être accompli selon des plans déterminés dont l'Administration ne pourrait se passer que difficilement. Je dis qu'on ne peut invoquer la technique et seulement la technique quand on a en face de soi des hommes et des nécessités humaines à satisfaire; la technique ne peut non plus se placer au dessus de la politique, pour la simple raison que, sans la politique, elle n'existerait pas ou ne pourrait pas travailler. Tout ministre est un homme politique, même quand on a la chance, comme cela arrive généralement, qu'il soit, en même temps, un technicien de grand mérite. Le bien d'une œuvre nécessite la collaboration de ceux, qui l'entreprennent et de ceux qui, au nom des intéressés, l'ont

sollicitée, la défendent et la louent parmi eux. Nous n'achetons pas des dévouements, je ne sais même pas si nous avons droit à la reconnaissance, mais dans le juste milieu ou nous devons nous tenir pour travailler, nous devons faire comprendre à tous la valeur des fonctions et même, dans certains cas, la raison des ajournement ou des refus.

Ne confondons pas politique et gouvernement : celui-ci peut être excellent et celle-la être tout à fait mauvaise, comme on l'a vu, par suite du manque de compréhension ou du manque de foi. L'*Union*, comme support politique du Mouvement, n'est pas responsable des actes du gouvernement, mais elle doit, très certainement, porter la responsabilité de la non intégration de l'esprit public, des idées directrices qui conduisent le gouvernement et de l'oeuvre qui sert la nation. C'est pourquoi il est nécessaire de faire pénétrer partout une double certitude : sur les faits et sur les méthodes, de telle sorte que la nation collabore et qu'elle soit bien convaincue que seulement par telles méthodes les buts pourront être atteints.

Il est nécessaire également d'intéresser la Jeunesse à la grande oeuvre collective. Je ne parle pas de notre *Mocidade* ⁽¹⁾ qui sera décidée et prête, mais de celle qui vit en marge.

Il m'est revenu qu'une certaine jeunesse d'aujourd'hui, spécialement universitaire, souffre d'une espèce d'angoisse, se lamente de se sentir l'âme vide et qu'un assez grand nombre de jeunes gens cherchent à remplir ce vide en absorbant les doctrines communistes. J'espère que cette angoisse est plus une attitude qu'une réelle souffrance de l'âme. En tout cas, je n'en vois pas la raison.

Il est certain que nous assistons à de grandes transformations dans la vie du monde. Les temps qui viennent seront dominés par l'Economique et le Social, c'est à dire qu'on va assister à un effort gigantesque pour le développement et la création de nouvelles richesses et à un effort tout aussi sérieux

(1) Organisation de la *Mocidade Portuguesa* (Jeunesse Portugaise)

pour une distribution équitable de ces richesses. Ces perspectives qui se découvrent de toutes parts ne peuvent — indépendamment de leurs répercussions morales — être causes d'anxiété; si nous sommes dépouillés de tout privilège nous devons simplement nous préparer par l'étude et l'action à travailler «plus» et à produire «meilleur». De telles tâches qui peuvent occuper toute une vie ne peuvent déplaire à la jeunesse, constituer un motif de souffrance, de tristesse; elles lui donneront, au contraire, la possibilité d'avoir l'orgueil de nous dépasser.

Nous qui maintenant arrivons à la fin de l'étape, nous avons connu, durant notre jeunesse, des époques tristes et amères, moins en raison de l'ordre mondial qu'en raison de la situation dans laquelle se trouvait le pays. Quelques uns d'entre nous furent grisés par l'euphorie qu'éveillait, en ce temps là, le régime républicain et les espérances déposées alors dans ses hommes politiques. Mais, autant que je me souviens, après la chute de bien des illusions, l'atmosphère générale de la jeunesse universitaire de 1910 à 1930 n'était pas non plus optimiste, même après la guerre qui aurait pu être un stimulant et, de fait, le fut pour une petite élite. Il n'en est pas moins vrai que ceux qui appartenaient à ces générations, lorsque vint pour eux le moment de prendre en charge la chose publique, le firent courageusement et, parce qu'ils avaient encore la foi, ils peuvent s'enorgueillir de transmettre à cette jeunesse qu'on me dit angoissée, une situation plus claire, une activité plus intense et une nation plus respectée. Même si certaines comparaisons nous attristent, même si certaines déficiences nous dépriment ou, peut-être, révèlent qu'on aurait pu faire mieux, le jaillissement de la vie nationale dans les trente dernières années doit nous procurer une satisfaction. Tant dans la petite maison lusitanienne que dans les vastes territoires d'Outre-Mer, et malgré les tempêtes qui menacent et que nous devons être prêts à affronter, par tous les moyens, les rapports sont plus nets, les situations plus claires et plus solides, le chemin vers l'avenir plus ouvert et plus libre.

Il est évident qu'on est parti d'une prémisse : la patrie et les devoirs que nous avons envers elle. Je pense qu'il n'y a pas de crise de la Jeunesse sous cet aspect ; parce que si cette angoisse commence par méconnaître que nous ne sommes que parce que nos ancêtres furent et que seulement en continuant leur effort et leurs sacrifices nous restons maîtres de notre sol et de notre destin, alors, véritablement, nous ne sommes plus en face d'une jeunesse tourmentée, mais devant des rameaux morts de l'arbre national. Ceux qui mériteraient cette qualification ne feront rien pour le progrès ou la grandeur de la nation, ni d'ailleurs de l'humanité, alors même qu'ils se complaisent à agiter cet euphémisme.

Je crains la progression du matérialisme qui se présente avec toute la splendeur de ses richesses et les répercussions qu'il en adviendra dans l'âme des peuples si l'action morale n'y pourvoit. Mais, cette incidence mise à part, pourquoi l'âme de la jeunesse serait-elle vide ? L'amour de la patrie, le dévouement familial, l'histoire des aïeux, les croyances héritées ou acquises, les regards ambitieux sur l'avenir, le travail, les études, les préoccupations du moment, l'allégresse des vingt ans, les inévitables chagrins, la souffrance propre et — pourquoi pas ? — celle des autres, tout cela ne suffit-il plus à remplir l'âme de la Jeunesse ? Qu'est-ce qui pourrait mieux remplir de jeunes âmes que des sentiments généreux, des amitiés, des camaraderies fraternelles, des dévouements poussés jusqu'au sacrifice, l'amour de la vie, la continuité du foyer paternel par la constitution d'une famille propre ? Qui peut les unir mieux qu'un grand rêve, la tranquillité de la conscience, l'honneur, la réussite, l'accomplissement du devoir ? Il y a quelque chose d'erroné dans notre oeuvre d'éducation si, à vingt ans, vigoureuse et saine, la jeunesse possède une âme sans espérance et languide au lieu d'un esprit viril ; si on ne lui a pas inspiré une parole claire qu'elle puisse transmettre.

En supposant maintenant que ce vide se soit effectivement creusé dans certaines âmes, le communisme est-il sus-

ceptible de le combler? Je pense que nous pouvons répondre négativement. Pour aussi fascinants que soient jusqu'à présent ses triomphes et séduisantes ses conquêtes, le communisme ne peut remplir le vide des âmes des néophytes pour la simple raison qu'il a laissé vides celles de ses vieux militants. Son matérialisme le condamne; il n'a pas été bâti à l'échelle humaine, parce que son triomphe exige que l'homme soit rabaisé jusqu'à ce qu'il y puisse pénétrer. C'est, dit-on, un système qui répond à toutes les questions et angoisses de notre temps. Entendons-nous. Il y répond dans la mesure — et sur le plan purement matérialiste — où l'homme n'est plus considéré que comme une force de travail et une capacité de consommation auxquelles sont soumises les forces de l'intelligence. Au delà, il est capable encore d'une certaine expression artistique, mais ni la foi, ni la liberté ne peuvent coexister avec lui.

Dans l'ordre pratique, le communisme est, en vérité, la plus grande révolution et peut être la plus grande expérience politico-sociale de tous les temps et, n'était-ce l'énormité des souffrances qu'il a causées, on pourrait presque se réjouir de voir un grand pays en faire l'expérience pour l'instruction du reste de l'humanité. Mais il est loin de se présenter un ou logique à notre manière. Si on le suit attentivement, on le voit avancer, changer de route, reculer, détruire ce qu'il a fait, s'engager dans une autre voie, vers un nouvel effort. Et toute cette immense révolution ne peut s'accomplir qu'en diminuant, en fait, l'homme auquel elle se destine. Si omnipotente et tyrannique soit-elle, elle sent pourtant ses limites chaque fois qu'il arrive à l'homme russe de se reprendre ou qu'elle doit affronter des hommes dont elle ne peut ni changer, ni vaincre la personnalité. Qu'on voie la Pologne, qu'on se souvienne de la Hongrie, qu'on n'oublie pas Berlin.

Il est possible que la générosité de quelques jeunes âmes se laisse séduire par certains aspects sociaux que le communisme lui présente, surtout par opposition avec certaines injustices, certains gaspillages déraisonnables ou certaines misères immé-

rités. Cela, sans doute, est choquant, souvent injuste; mais il est essentiel de ne pas perdre de vue qu'un mouvement austère, implacable, hardi peut être le prix plus modique à payer pour arriver aux transformations désirables.

Si une partie de cette jeunesse dont je viens de parler a laissé se dessécher son âme parce qu'elle a perdu la foi et l'amour de la patrie, je ne m'étonne point qu'elle cherche refuge dans les mystères du communisme; mais ce qu'elle ne peut attendre de celui-ci c'est qu'il substitue les valeurs permanentes qui constituent notre civilisation. Il est donc indispensable de ne pas laisser cette jeunesse se perdre. Il faut l'appeler, l'intéresser à l'action. Nous pouvons lui indiquer de grandes tâches qui peuvent la sauver pour le Portugal.

J'ai dit que je prononcerais seulement quelques paroles. Voilà qui est fait. Elles devraient suffire pour donner une idée de l'effort que nous devons tous déployer dans le domaine politique dans l'avenir immédiat.

Collectivement, la nation a besoin de croire en quelque chose et en quelqu'un. Sinon, elle peut facilement s'égarer derrière des mythes, les nuées lui boucheraient l'horizon, elle tomberait dans des abîmes. Simplement la récupération est douloureuse et difficile et les temps présents ne permettent pas des expériences qui pourraient avoir une influence fatale sur l'intégrité de la Patrie et l'avenir des Portugais.

De là vient que nos responsabilités sont plus grandes qu'elles n'auraient été dans des temps plus calmes et plus faciles où l'on pouvait jouer avec la politique, agitant des passions et alimentant la conscience publique avec des promesses illusoires, au lieu de la confronter avec les données des problèmes nationaux.

Je souhaite que la Commission Exécutive réussisse, par ses efforts, à maintenir l'atmosphère de compréhension, d'enthousiasme et de foi nécessaire à l'accomplissement de l'oeuvre que nous proposons. Et je souhaite aussi un peu d'esprit combatif, nécessaire en certaines occasions...

1687

EDITIONS

S·N·I

LISBONNE

NB



EFG0000513639

S.N.